



1-3 rue Georges Pitard - 75015 PARIS

RCS Paris 407 988 096

Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

**Association SSVP CONSEIL
DEPARTEMENTAL DES HAUTS DE SEINE**

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2025

Association SSVP CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS
DE SEINE

77 RUE GABRIEL PERI - 92700 COLOMBES

Ce rapport contient 20 pages



1-3 rue Georges Pitard - 75015 PARIS

RCS Paris 407 988 096

Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Association SSVP CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS DE SEINE

Siège social : 77 RUE GABRIEL PERI - 92700 COLOMBES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31/12/2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SSVP CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS DE SEINE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, du premier jour de l'exercice audité à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

- sur la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe qui expose les changements de méthode comptable liés à l'application des règlements ANC n°2022-06 relatif au plan comptable général et ANC n°2023-03 relatif à la modernisation des états financiers ;
- sur la note « Contributions volontaires » de l'annexe qui mentionne l'absence de comptabilisation des heures de bénévolat.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux Membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Les documents adressés aux Membres ne nous ayant pas été communiqués, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans ces documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 26 mars 2026

C&V AUDIT ET ASSOCIES



Georges de BONDY

Commissaire aux comptes associé

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amort	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-		-	-
Avances et acomptes			-	
Immobilisations corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 910 928	1 432 102	478 826	460 235
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 137	4 926	4 211	67 005
Immobilisations corporelles en cours	-		-	-
Avances et acomptes	-		-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	-		-	-
Autres titres immobilisés	-		-	-
Prêts	-		-	-
Autres immobilisations financières	1 830	-	1 830	1 830
TOTAL (I)	1 921 894	1 437 028	484 866	529 069
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés	-	-	-	-
Créances reçues par legs ou donations	-		-	-
Autres Créances	173 477		173 477	182 006
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-		-	-
Disponibilités	858 588		858 588	794 817
Charges constatées d'avance	38 775		38 775	41 829
TOTAL (II)	1 070 841	-	1 070 841	1 018 652
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 992 735	1 437 028	1 555 707	1 547 722

BILAN

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires sans droit de reprise	198 732	198 732
Fonds propres complémentaires sans droits de reprise	-	-
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droits de reprise	-	-
Fonds propres complémentaires avec droits de reprise	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves pour projet de l'entité	-	-
Autres Réserves	-	-
Report à nouveau	1 261 600	1 324 838
Excédent ou déficit de l'exercice	15 421	63 238
Situation nette (sous-total)	1 475 754	1 460 332
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	35 928	36 931
Provisions réglementées	-	-
TOTAL (I)	1 511 681	1 497 264
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	-	-
TOTAL (II)	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
TOTAL (III)	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	1 570	1 570
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	1 000	333
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	34 511	48 555
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	6 945	-
TOTAL (IV)	44 026	50 458
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 555 707	1 547 722

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	9 465	3 016
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	12 253	12 876
dont ventes de dons en nature	6 483	1 893
Ventes de prestations de services	-	-
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	58 118	53 533
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	233 312	230 809
Mécénats	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	38 528
Contributions financières	7 171	1 750
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	-	2 975
Utilisations des fonds dédiés	-	-
Autres produits	124 116	95 127
TOTAL I	444 436	438 614
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	5 270	6 568
Variation de stocks	-	-
Autres achats et charges externes	185 075	201 637
Aides financières	158 223	203 073
Impôts, taxes et versements assimilés	8 007	6 243
Salaires et traitements	3 621	3 558
Charges sociales	2 231	2 102
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	66 760	87 416
Dotations aux provisions	-	-
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	-	-
Autres charges	295	70
TOTAL II	429 482	510 666
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	14 953	- 72 052
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	4 751	5 891
Reprises sur dépréciations, provisions	-	-
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL III	4 751	5 891
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL IV	-	-
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	4 751	5 891
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	19 704	- 66 161

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	250	6 464
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 119	2 642
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-2 869	3 822
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 413	899
Total des produits (I+III+V)	449 186	450 969
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	433 764	514 207
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	15 422	-63 238
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	28 000	28 320
Bénévolat	-	1 033 074
TOTAL	28 000	1 061 394
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	-	-
Mise à disposition gratuite de biens	28 000	28 320
Prestations	-	-
Personnel bénévole	-	1 033 074
TOTAL	28 000	1 061 394

SOCIÉTÉ DE SAINT VINCENT DE PAUL Conseil départemental des Hauts-de-Seine

ANNEXE au 31/12/2025

Annexe au bilan après résultat de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 1 555 707 Euros (1 547 722 Euros au 31/12/2024) et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, présentant des produits de 449 436 Euros (450 969 Euros en 2024) et dégageant un excédent de 15 421 Euros (déficit de 63 238 Euros en 2024).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Objet social de l'entité

Le Conseil Départemental des Hauts de Seine de la Société de Saint-Vincent de Paul (CD92) anime le réseau des 32 conférences du département et leurs 463 membres bénévoles aidés par 84 compagnons Ozanam.

Le Conseil départemental des Hauts de Seine est membre de la Société de Saint-Vincent de Paul, association reconnue d'utilité publique.

Les actions des bénévoles sont simples et discrètes mais répondent toujours à un besoin local. Historiquement, l'action phare de la Société de Saint-Vincent-de-Paul est la visite à domicile, en cherchant à établir un lien personnalisé avec les familles aidées. Les conférences ont ainsi été amenées à se développer, en fonction des besoins locaux, dans les domaines de l'accueil, de l'accompagnement, de la distribution alimentaire, du secours financier d'urgence et des contributions à certaines actions internationales d'associations faisant partie de la Confédération Internationale de la Société de Saint-Vincent-de-Paul.

Les conférences viennent en appui des paroisses catholiques du département.

Faits caractéristiques

- Les conférences ont continué à soutenir les deux conférences jumelles du Liban. Des aides importantes leur ont été envoyées.
- L'augmentation de la valeur brute des Immobilisations au cours de l'exercice, s'explique par 17 K€ de travaux de rénovation, principalement d'isolation, dans l'appartement qui restait à rénover, portant à 77 K€ en 3 ans les travaux réalisés pour la mise à niveau du parc immobilier.

Règles générales

Les comptes sont établis en conformité avec le règlement ANC N°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, entré en vigueur à compter de l'exercice 2020.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Changement de méthode comptable

L'association applique les nouveaux règlements comptables ANC 2022-06 et 2023-03, entrés en vigueur à compter de l'exercice 2025, ce qui constitue un changement de méthode comptable.

Dans notre cas les changements concernent :

- La quote-part de subvention d'investissement virée au résultat, est désormais comptabilisée en produits d'exploitation (compte 747) et non plus en produits exceptionnels
- Les charges et produits exceptionnels ne figurent plus que sur une seule ligne dans le compte de résultat.

Conformément aux dispositions du nouveau règlement, les états financiers (bilan et compte de résultat) certifiés pour l'exercice 2024 sont rappelés en fin d'annexe.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage estimée.

Constructions : 20 ans

Agencements des constructions et Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans

Matériel de bureau et informatique : 3 ans

Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Au 31/12/2025, aucune provision pour risque n'a été comptabilisée.

Autres fonds associatifs

Ils comprennent les subventions d'investissement.

Subventions

Les subventions sont comptabilisées lors de leur attribution.

Les subventions de fonctionnement sont constatées en produits au titre de leur exercice d'attribution.

Les subventions d'investissement accordées par les collectivités territoriales sur présentation de factures, sont comptabilisées dans les Autres fonds associatifs lors de leur attribution et repris au compte de résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'ils financent (10 ans ou 20 ans).

Disponibilités

Elles incluent les comptes courants bancaires et les comptes d'épargne rémunérés disponibles immédiatement.

Césure des dons

Les campagnes d'appel à la générosité du public sont millésimées et les retombées financières se prolongent dans le courant de l'exercice suivant.

Dans un souci de rattachement des produits à l'exercice concerné, il a été décidé de constater le produit des dons sur l'exercice du millésime de la campagne, y compris les tous premiers jours de l'année suivante.

Pour l'exercice 2025 la date d'encaissement retenue est le 5 janvier 2026 pour les virements et 12 janvier pour les chèques.

Legs en instance de versement par la Société Saint-Vincent-de-Paul Conseil National de France

Le reversement à notre association des legs acquis via le Conseil National de France (CNF) intervient après que notre association ait produit au CNF un projet d'utilisation des fonds, conforme à la volonté du donateur ou, en l'absence de stipulation, conforme à nos missions sociales.

Les legs ou solde de legs en instance de versement s'établissent donc conformément au tableau suivant, pour un total à recevoir de 97 K€ :

Dossier	Bénéficiaire	Solde à reverser
2009 - KANNAPELL (legs)	Conférence de Montrouge	73 771,79
2020 - BOUCHER (legs)	Conférence de Colombes	15 170,52
2021 - LEBELHOMME (assurance vie)	Conférence de Bois-Colombes	2 269,31
2024 - Yvette SAINT GUILY (legs)	Conférences d'Issy les Moulineaux	6 070,81

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels sont désormais regroupés sur une seule ligne et représentent une charge nette de 2 869€. Ils tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagements financiers

Engagements donnés :

Néant

Engagements reçus :

Néant

Effectif

Effectif moyen du personnel : 0,14 ETP à l'Épicerie Solidaire de Colombes.

Évènements significatifs postérieurs à la clôture

Aucun.

IMMOBILISATIONS

Valeur brute des immobilisations (en euros) :

Immobilisations	31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Reclassements	31/12/2025
Constructions	1 389 524	17 386		504 018	1 910 928
Agencements & aménagements divers	504 018			-504 018	0
Matériels de bureau & Mobilier	3 965	5 171			9 136

Les constructions acquises au cours de l'exercice pour 17 386€, correspondent à la rénovation du dernier des 8 appartements gérés par le CD 92.

Les agencements et aménagements divers ont fait l'objet d'un reclassement de 504 018 € et ont été regroupés avec les constructions. En effet il s'agissait de travaux de rénovation de biens immobiliers et non d'aménagements divers.

Les acquisitions de matériels de bureau et de mobilier ont été financées grâce à l'attribution de subventions d'investissement aux épiceries solidaires de Chaville et de Colombes.

Valeur des amortissements (en euros) :

Amortissements	31/12/2024	Dotations	Reprises	Reclassements	31/12/2025
Constructions	929 289	65 260		437 553	1 432 102
Agencements & aménagements divers	437 553	0		-437 553	0
Matériels de bureau & Mobilier	3 426	1 500			4 926

La dotation de l'exercice s'est élevée à 67 K€.

Les amortissements des agencements et aménagements divers a fait l'objet d'un reclassement de 437 553€ pour les mêmes raisons que celui des valeurs brutes des agencements et aménagements divers.

AUTRES CREANCES

Elles s'élèvent à 173 K€ et comprennent principalement :

- Legs en attente, à recevoir du CNF : 97 K€
- Dons nets à recevoir du CNF au titre du 4^e trimestre 2025 : 71 K€

FONDS ASSOCIATIFS

Variation des fonds propres	Au 01/01/2025	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Au 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	198 732				198 732
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 324 838	-63 238			1 261 600
Résultat de l'exercice	-63 238	63 238	15 421	0	15 421
Situation nette	1 460 332	0	15 421	0	1 475 753
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	36 931		5 172	-6 175	35 928
Provisions réglementées					
Total	1 497 263		20 593	-6 175	1 511 681

REMUNERATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Montant provisionné au titre du contrôle légal des comptes annuels : 6 K€ au 31/12/2025.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Valorisation des heures de bénévolat

Ressources			2 025	2 024
		Bénévolat		1 033 074
Emplois				
		Personnel bénévole		899 071

Pour mener à bien ses missions, la SSVP-CD92 s'appuie sur les bénévoles qui apportent leurs disponibilités pour venir en aide aux personnes isolées et démunies par :

- des visites,
- l'accueil,
- l'accompagnement pour gérer des situations difficiles,
- les aides matérielles (épicerie solidaires, repas, colis, etc.),
- les fonctions support.

La valorisation du bénévolat consiste à estimer combien auraient coûté ces heures si elles avaient été effectuées par des salariés dans le cadre d'un travail rémunéré. Ces heures ont été valorisées au SMIC horaire, augmenté des charges, soit 17,82 € de l'heure.

En 2024, il a été estimé que cet apport des bénévoles est de 59 784 heures.

Au titre de 2025, l'association n'a pas été en mesure de communiquer les heures de bénévolat au titre de l'exercice 2025.

Commodats (prêt à usage)

Le commodat ou prêt à usage est une mise à disposition gratuite de biens immobiliers au profit d'associations ou de fondations, à charge pour elles d'utiliser ces biens conformément aux conventions et d'en assurer l'entretien pendant la durée du contrat. L'association est dite "commodataire". Le prêteur est appelé "commodant".

Notre association n'étant pas reconnue d'utilité publique, les biens qui lui sont légués sont reçus par la Société Saint-Vincent-de-Paul Conseil National qui fait bénéficier notre association de la jouissance des immeubles légués.

Jusqu'à l'année 2019 (incluse), ces commodats étaient inscrits au Bilan du CD92. A partir de 2020, ils ne sont plus comptabilisés au bilan, mais en annexe du compte de résultat.

Les contributions volontaires non liées à la générosité du public correspondent aux commodats mis à disposition par le Conseil National de France de la Société de St Vincent de Paul. Il s'agit de 2 appartements de respectivement 30 et 49 m², 86 rue Henri Barbusse à Clichy et 11 rue des Gravières à Neuilly sur Seine. Leur valeur est égale au montant du loyer annuel économisé valorisé au prix du marché, soit 28 000€ en 2025 pour les 2 appartements. Ces deux appartements sont mis à la disposition d'associations, la principale étant CARITAS, qui en assurent la gestion et versent une indemnité d'occupation au CD92.

La Société Saint-Vincent-de-Paul Conseil National refacture tous les coûts de gestion de ces biens au CD92, à l'exception des amortissements.

PRESENTATION DU COMPTE EMPLOI RESSOURCES (CER)

Les ressources liées à la générosité du public n'ont pas permis de couvrir la totalité des missions sociales, puisqu'il ressort du compte emploi et ressources un déficit net de 80 K€ en 2025, contre un déficit de 78 K€ en 2024. Les ressources sont de 255 K€ et les emplois de 335 K€.

Il est rappelé que les ressources liées à la générosité du public ne comprennent pas les ventes des épiceries solidaires, les subventions reçues et les autres ressources de l'activité immobilière.

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES 2025					
EMPLOIS PAR DESTINATION (en euros)	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE (en euros)	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - Missions Sociales	290 441	319 814	1 - Ressources liées à la générosité du Public	255 030	285 228
1.1. Réalisées en France :			1.1 Cotisations sans contrepartie	9 465	3 016
Actions réalisées par l'organisme	271 691	303 057	1.2 Dons, legs et mécénat des particuliers		
Versements à d'autres organismes agissant en France	8 398	7 407	Dons manuels	232 992	230 809
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurance vie	0	38 527
Actions réalisées par l'organisme			Mécénat	0	0
Versements à d'autres organismes agissant à l'étranger	10 352	9 350	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	12 573	12 876
2 - Frais de Recherche de Fonds	15 925	13 147			
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	15 925	13 147			
2.2. Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3 - Frais de Fonctionnement	28 882	30 448			
Total des Emplois inscrit au Compte de Résultat	335 248	363 409	Total des Ressources inscrites au Compte de Résultat	255 030	285 228
4 - Dotations aux provisions et dépréciations	66 760	88 872	2 - Reprise sur provisions et dépréciation	6 175	7 966
5 - Reports en fonds dédiés de l'exercice	0	0	3 - Utilisations des fonds dédiés antérieurs non utilisés	0	0
- Excédent de la générosité du public de l'exercice			- Déficit de la générosité du public de l'exercice	80 218	78 181
- Total Général	402 008	452 281	- Total Général	341 423	371 375
			Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)	-517 106	-438 925
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	-80 218	-78 181
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	0	0
			Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés)	-597 324	-517 106

Cadre légal de référence

Le compte de résultat par origine et destination ainsi que le Compte Emplois Ressources qui en découle ont été établis dans le respect des dispositions du règlement ANC 2018-06 applicable au 1^{er} janvier 2020.

Principes généraux d'établissement du CER

Le CER donne la ventilation des ressources collectées auprès du public, y compris les ressources collectées antérieurement à la période en cours, et des emplois auxquels elles sont affectées :

Missions sociales, frais de recherche des dons et legs, frais de fonctionnement.

Il doit également respecter les règles et principes d'établissement des comptes et donner une image fidèle et transparente de l'information financière.

Définitions

Missions sociales

La charité de proximité est le cœur d'action de la SSVP. Nos bénévoles interviennent près de chez eux, dans leurs villes ou communes et accompagnent les personnes dans la durée.

Leurs actions sont simples et discrètes mais répondent toujours à un besoin local. Historiquement, l'action phare de la Société de Saint-Vincent-de-Paul est la visite à domicile. Les actions sociales se sont également développées dans le CD92 dans les domaines de l'accueil, de l'accompagnement, de la distribution alimentaire, le secours financier d'urgence et des contributions à certaines actions internationales d'associations faisant partie de la Confédération Internationale de la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Les bénévoles s'efforcent d'établir un lien personnalisé avec ces familles aidées.

L'appel à la générosité du public

Pour financer ses actions, le CD92 collecte des fonds. La collecte est notamment encadrée par la loi du 7 août 1991 qui s'applique à toute campagne d'appel à la générosité du public menée à l'échelon national soit sur la voie publique, soit par l'utilisation de moyens de communication (sollicitations par le dépôt de brochures, dans les lieux publics ou privés, par voie d'affichage, de radio, de télévision, téléphonique, postale, électronique).

Le terme « public » destinataire de l'appel à la générosité désigne les personnes physiques et les personnes morales.

Les ressources collectées auprès du public, dons, legs et autres libéralités, proviennent :

- de campagnes nationales,
- d'initiatives particulières
- de quêtes.

Affectation des ressources collectées auprès du public

Les fonds issus de la générosité du public doivent être répartis par rubrique de dépenses.

Cette répartition repose sur une base économique et les principales hypothèses de construction sont les suivantes :

1. Les missions sociales sont réputées payées par priorité par les fonds issus de la générosité du public.
2. Les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement sont réputés être financés par le solde disponible.

Les frais de fonctionnement

Ils regroupent les charges de fonctionnement du Conseil Départemental ainsi que la contribution versée au Conseil National de France. Ils ne comprennent pas les frais de recherche de fonds refacturés par le Conseil National de France.

PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

Le tableau ci-après met en évidence la grande stabilité de l'activité de la Société de Saint Vincent de Paul dans le département.

Il montre également l'importance des produits non liés à la générosité du public qui s'élèvent à 142 K€, et se composent principalement des revenus immobiliers 89 K€, et de la participation forfaitaire des usagers des épiceries solidaires 18K€ et d'autres ventes et contributions diverses.

Les subventions progressent légèrement de 53 K€ à 58 K€.

Les frais de fonctionnement sont de 59 K€, et comprennent la contribution du département au Conseil National de France pour 15 K€, les frais de fonctionnement à proprement parler du bureau départemental pour 14 K€ et les impôts et charges du département immobilier pour 30 K€.

COMpte DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION 2025

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	dont générosité du public	Total	dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
<i>Produits liés à la générosité du public</i>				
Cotisations sans contrepartie	9 465	9 465	3 016	3 016
Dons, legs et mécénat				
Dons manuels	232 992	232 992	230 809	230 809
Legs, donations et assurance vie	0	0	38 527	38 527
Mécénat				
Autres produits liés à la générosité du public	12 573	12 573	12 876	12 876
<i>Produits non liés à la générosité du public</i>				
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage des entreprises				
Contributions financières sans contrepartie				
Autres produits non liés à la générosité du public	136 287		104 239	
<i>Subventions et autres concours publics</i>	58 118		53 533	
<i>Reprises sur provisions et dépréciations</i>	0		7 966	
<i>Utilisations des fonds dédiés antérieurs</i>				
TOTAL	449 435	255 030	450 966	285 228
CHARGES PAR DESTINATION				
<i>Missions sociales</i>				
Réalisées en France				
Actions réalisées par l'organisme	271 691	271 691	303 057	303 057
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	8 398	8 398	7 407	7 407
Réalisées à l'étranger				
Actions réalisées par l'organisme				
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	10 352	10 352	9 350	9 350
<i>Frais de recherche de fonds</i>				
Frais d'appel à la générosité du public	15 925	15 925	13 147	13 147
Frais de recherche d'autres ressources				
<i>Frais de fonctionnement</i>	59 474	28 882	91 472	30 448
<i>Dotations aux provisions et dépréciations</i>	66 760		88 872	
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	1 413		899	
<i>Reports en fonds dédiés de l'exercice</i>				
TOTAL	434 013	335 248	514 204	363 409
EXCEDENT OU DEFICIT	15 422	-80 218	-63 238	-78 181
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS PAR ORIGINE				
<i>Contributions volontaires non liées à la générosité du public</i>	28 320		28 320	
TOTAL	28 320		28 320	
CHARGES PAR DESTINATION				
<i>Contributions volontaires aux missions sociales</i>				
Réalisées en France	28 320		28 320	
Réalisées à l'étranger				
TOTAL	28 320		28 320	